Jeudi 13 septembre 1979 – No 1 124

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les non-alignés face à l'offensive de Moscou

SANS aucun doute, le sommet qui vient de s'achever à la Havane aura constitué une épreuve pour le mouvement des non-alignés. Parce que bien des conflits ou les tensions – créés ou entretenus par l'une ou l'autre des superpuissances, quand ce n'est pas par les deux à la fois – les opposent. Parce qu'il existe parmi eux des pays moins pauvres et des pays plus pauvres. Parce que surtout les principes mêmes qui ont fondé le mouvement des non-alignés, devenu une force politique de tout premier plan sur la scène mondiale, ont été cette fois ci l'objet d'une attaque sans précédent. Le lieu même du sommet, la Havane, capitale d'un pays ouvertement aligné sur Moscou et qui sert d'instrument à sa politique agressive en Afrique et aussi en Asie, en donnait les enjeux. Président de séance – et du mouvement pour les trois années à venir – Castro a crûment jetté tout son poids dans la balance dès son discours d'ouverture. Il a appelé tous les participants à renier totalement l'esprit et les principes du non-alignement qui se traduisent par la volonté d'indépendance et le refus de s'inféoder à l'un ou l'autre bloc, celui dominé par la superpuissance américaine comme celui dominé par la superpuissance soviétique. Castro s'est fait le chantre de l'alignement sur le social-impérialisme soviétique présenté comme *« l'allié naturel »* du tiers monde, contre l'impérialisme américain et occidental présenté comme *« l'ennemi naturel »*.

Il est significatif que cette offensive sans précédent soit venue de l'Union soviétique qui, pourtant, a eu jusqu'ici moins à perdre, dans ses intérêts économiques impérialistes, des succès et des victoires du tiers monde que les USA. Significatif parce que cela démontre à la fois son appétit de domination mondiale, l'agressivité qu'elle déploie pour réaliser ses ambitions et l'affaiblissement considérable de son rival américain.

Passé de 25 pays membres à sa création en 1961 à 94 maintenant, le mouvement des non-alignés est devenu une force considérable qui s'oppose de plein fouet aux ambitions impérialistes et hégémonistes. C'est ce qui fait que quelle que soit la politique intérieure des pays qui le compose, il est, par essence, un mouvement progressiste. Il a déjà accumulé un nombre considérable de victoires politiques et économiques qui ont commencé de changer la face du monde. Et la poussée historique irrésistible des « damnés de la terre », de plus de deux milliards d'hommes qui vivent toujours dans un état de pauvreté souvent insupportable, ne s'arrête pas là. L'exigence d'un nouvel ordre économique international, la volonté d'être maître chez soi, de refuser toute inféodation, n'a pas fini de s'affirmer.

Annie BRUNEL

(Suite page 5)

L'école gratuite coûte cher

Coût de la rentrée 79 : +13%

Voir article page 3

(Photo HR)

D'après une étude faite par la Confédération syndicale des familles, la rentrée revient à 258 F pour l'entrée en cours moyen deuxième année. Le coût peut peut monter jusqu'à 1 000 F dans le secondaire, en particulier le technique.

EMPLOI DES JEUNES

Seuls les patrons sont contents

LE patronat vient de se féliciter publiquement du succès du troisième « pacte national pour l'emploi » des jeunes. D'après le CNPF, plus de 90 000 emplois viennent d'être proposés aux jeunes dans le cadre des « stages Barre ».

Le compte arrêté au 31 août se répartirait comme suit : 30 000 embauches, 15 000 contrats emploi-formation, 36 000 contrats d'apprentissage et 10 000 stages pratiques.

On comprend fort bien la satisfaction affichée de ces messieurs du CNPF lorsqu'on sait à quel point ces stages constituent pour eux une poule aux œufs d'or. D'exonération de charges sociales en paiement de salaires des stagiaires sur les fonds d'Etat, le patronat réalise de substantiels profits sur le dos des jeunes exploités et sous payés, et des contribuables.

Ce sont eux qui financent les cadeaux que l'Etat fait aux patrons (c'est à quatre milliards de francs qu'est estimée la ristourne escomptée par les patrons dans le cadre du troisième pacte national pour l'emploi).

Pour les travailleurs, la nouvelle n'offre rien qui puisse réjouir. Non seulement les différents stages Barre ne présentent, en guise de formation, qu'une exploitation éhontée mais en plus ils ne débouchent nullement sur un emploi stable (au moins la moitié des jeunes se retrouvent chômeurs à l'issue des stages dont certains ne durent pas plus de quatre mois).

Le principal effet des « stages Barre » sur la situation de l'emploi, c'est d'opérer un transfert de chômage au détriment des catégories de travailleurs plus âgés.

Voilà à quoi se réduit la grande œuvre patronale qu'on nous présente comme destinée à résoudre le douloureux problème du chômage des jeunes. En même temps qu'il publiait ce communiqué de « mobilisation réussie », le CNPF convoquait une centaine de responsables départementaux de l'ANPE pour leur faire part de ses directives en matière d'embauche. Voilà qui donne en raccourci le sens profond de la réforme de l'ANPE : il ne s'agit de rien moins que d'en faire ouvertement une officine patronale ce qui suscite une vive opposition de la part des personnels de l'Agence.

Pierre MARCEAU

Défense : le gouvernement s'engage dans le débat

Voir nos articles page 5

Londres : conférence constitutionnelle sur la Rhodésie-Zimbabwe (2)

Une famille de colons à Salisbury (Rhodésie).

En ouvrant lundi à Londres la conférence constitutionnelle sur la Rhodésie-Zimbabwe, Lord Carrington, ministre britannique des affaires étrangères, a rappelé que le but prioritaire de cette réunion était la mise au point d'une nouvelle constitution garantissant un réel transfert du pouvoir à la majorité noire.

De leur côté, MM. Nkomo et Mugabe ont fait savoir qu'ils n'aborderaient les questions constitutionnelles qu'après une reconnaissance effective de la légitimité du pouvoir du Front patriotique qu'ils dirigent. Malgré ces prises de positions en apparence inconciliables, la conférence de Londres pourrait cependant aboutir à des décisions de nature à faciliter un règlement du problème rhodésien.

A L'OUVERTURE de la conférence les deux camps en présence sont au moins d'accord sur un point : ils n'acceptent de discuter qu'avec les seuls Britanniques.

LA GRANDE BRETAGNE AU CENTRE DE LA CONTRADICTION

Les Noirs « modérés » estiment qu'il est indispensable de coopérer avec la communauté blanche pour éviter le chaos politique et économique. C'est ce qui les a incités à collaborer avec le raciste Ian Smith. Aujourd'hui, ils sont majoritaires au gouvernement dirigé par l'un des leurs, l'évêque Muzorewa, et ils refusent catégoriquement de partager le pouvoir avec ceux qu'ils appellent les « terroristes » du Front patriotique. Muzorewa a tenu d'ailleurs à préciser qu'il était venu à Londres essentiellement pour écouter les propositions de Mme Thatcher en vue d'aboutir à un réglement.

Mais dans les faits la réalité du pouvoir appartient toujours aux racistes blancs. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, les dirigeants du Front patriotique, l'ont rappelé dès l'ouverture de la conférence. Pour eux, il n'y a donc pas de réel gouvernement à Salisbury, mais un « groupe de bandits ». Ils refusent en conséquence de discuter avec l'évêque Muzorewa et n'acceptent comme seul interlocuteur que la Grande Bretagne qu'ils considèrent comme la puissance coloniale responsable de ce pseudo-gouvernement.

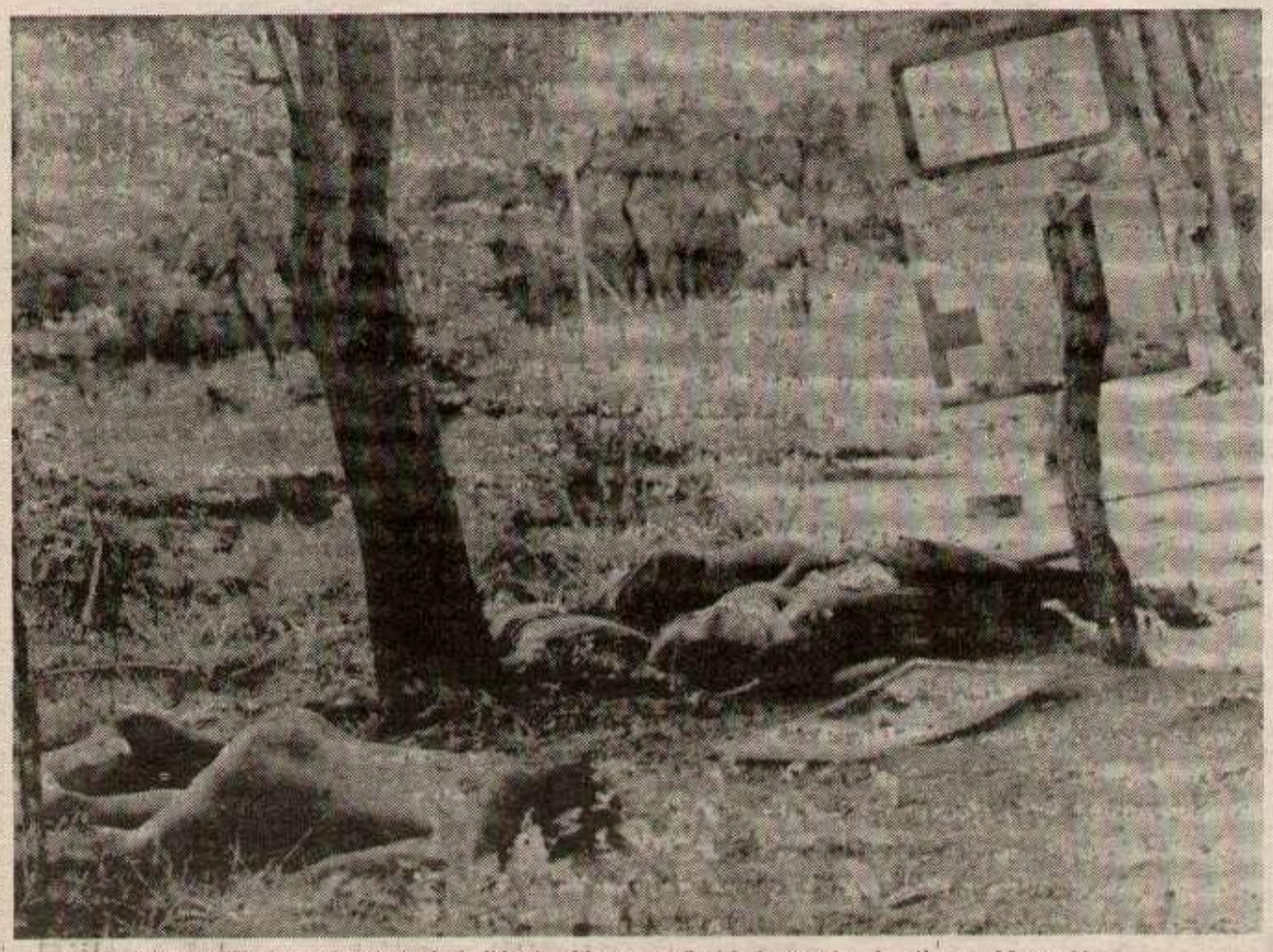
UN RÉSULTAT POSITIF RESTE POSSIBLE

Malgré ces positions de départ qui paraissent inconciliables, il existe cependant des raisons d'espérer. Tout d'abord, le gouvernement britannique est pressé d'en finir avec ce conflit qui dure depuis près de quinze ans et empoisonne ses relations avec le reste de l'Afrique. Cette volonté de trouver une issue satisfaisante est à l'origine du revirement britannique lors de la dernière conférence du Commonwealth à Lusaka et on peut penser que Mme Thatcher fera pression sur le gouvernement de Salisbury pour le contraindre à assouplir ses positions.

De leur côté, les cinq pays de « première ligne » (Tanzanie, Zambie, Angola, Mozambique et Botswana) sont préoccupés par ce conflit qui, en se prolongeant, favorise la présence militaire en Afrique de puissances qui lui sont étrangères et particulièrement des deux superpuissances. De leur côté, les patriotes du Zimbabwe, tout en refusant de déposer les armes prématurément n'ont jamais caché leur volonté de trouver une solution négociée qui garantirait les droits fondamentaux du peuple du Zimbabwe.

Les intérêts objectifs des peuples africains et de la Grande-Bretagne sont donc ici, et pour l'instant, convergents : Ce n'est pas par bonté d'âme que Mme Thatcher veut la paix, elle en a réellement besoin. Les racistes rhodésiens le savent, c'est pourquoi ils multiplient les initiatives de toute sorte en vue de provoquer et de pousser à bout les patriotes du Zimbabwe. Leur secret espoir c'est que le Front patriotique finisse par faire un éclat et quitte la réunion. Après quoi, ils pensent que Mme Thatcher n'aurait plus d'autre choix que de se plier à leurs exigences.

Henri BERTHAULT



Les résultats des raids criminels de l'équipe Muzorewa-Smith, la semaine dernière, au Mozambique.

BRITISH LEYLAND

Les avatars d'une entreprise nationalisée

Vingt-cinq mille licenciements chez British Leyland, c'est autant que dans la sidérurgie chez nous. British Leyland est la première entreprise automobile de Grande-Bretagne, elle comptait environ 120 000 personnes jusqu'à ces derniers temps.

SURVENANT un an après la vente par Chrysler de ses filiales européennes à Peugeot, ces vingt-cinq mille licenciements chez Leyland sont la preuve que la prospérité de l'automobile n'est que provisoire et superficielle. Les travailleurs français doivent donc suivre de très près ce qui se passe outre-Manche.

1976 : DÉJA DES PROBLEMES

En 1976, le journal *Le Nouvel économiste* No 26 du 12 avril publiait un article sur les difficultés de la firme. Un nouveau directeur général avait été nommé en 1975 pour régler des problèmes financiers dans la société.

La filiale italienne Innocenti était en cours de liquidation. Le gouvernement travailliste dirigé par Harold Wilson venait de prendre une décision arbitraire en limitant les hausses de salaire à 6 livres par semaine.

Pourtant, les commentateurs faisaient remarquer que la firme réalisait 51 % de son chiffre d'affaires hors du Royaume Uni, ce qui est somme toute considérable.

Les chiffres de vente étaient en progression aux USA. La grande faiblesse de la firme résidait dans la mévente de ses produits à l'intérieur des frontières du pays.

Les Japonais, les Français et les Américains concurrençaient fortement Leyland chez lui.

1978 : UN PLAN DE REDRESSEMENT

Le 1er février 1978, le nouveau président de British Leyland, M. Edwards, présentait un plan de restructuration devant sept cents délégués d'atelier de la firme.

Il annonçait douze mille cinq cents licenciements. Des estimations provoyaient en fait trente mille licenciements. La société était réorganisée. Il y avait une société mère du nom de British Leyland Cars (BLC). Sous cette désignation, il existait en fait trois sociétés distinctes : Austin-Morris, Jaguar-Rover-Triumph, British Leyland Components.

La part du marché intérieur couvert par BLC passait de 27 % en 1976 à 24 % en 1977 et à 20,7 % en janvier 1978.* La rationalisation de la production était décidée. On s'attaquait de front aux travailleurs de BLC qui est considérée comme le Renault anglais du point de vue des traditions de lutte.

1979 : LA SAIGNÉE

Les économistes bourgeois attribuent la crise de l'industrie automobile anglaise non à la guerre des monopoles pour la domination des marchés mais aux grèves qui ont paralysé le plan de reconversion, à la production insuffisante.

En fait, ce plan doit être resitué dans le cadre de la lutte des monopoles de l'automobile pour la domination des marchés.

Les progrès techniques ont été considérables ces dernières années dans ce secteur. L'électronique et l'informatique ont fait leur apparition dans l'automobile.

La lutte est donc extrêmement vive et chacun s'efforce de trouver des méthodes de production très sophistiquées : chaînes quasi automatiques, ordinateurs dirigeant les chaînes, etc. La robotique trouve ici un de ses champs d'application.

Mais cela ne réduira pas les problèmes des capitalistes à long terme. La lutte pour les profits sera encore plus gigantesque et provoquera des milliers et des milliers de licenciements, des nombreuses faillites y compris dans des grands groupes comme aujourd'hui BLC ou Chrysler qui n'est maintenue en vie que grâce à la sollicitude du gouvernement américain qui avance des fonds pour restructurer l'entreprise.

Tous les producteurs européens ont licencié des travailleurs depuis 1974 : Volvo en Suède, Volkswagen en Allemagne fédérale, Renault en France avec RVI. Pourtant, tous ont vu leurs bénéfices augmenter de façon sensibles ces derniers mois.

Les travailleurs, comme à chaque fois, font les frais de ces restructurations et comme à chaque fois, les capitalistes en profitent pour s'en mettre plein les poches.

Yves LEPIC

* 45 % en 1967.

La concentration de la production

Fermetures prévues : usines d'assemblage de Canley et d'Abingdon. Celle d'Abingdon sera remaniée pour compléter celle de Cowley. La marque MG sera conservée. Seront fermées les installations de Castle Bromwich et de Tile Hill.

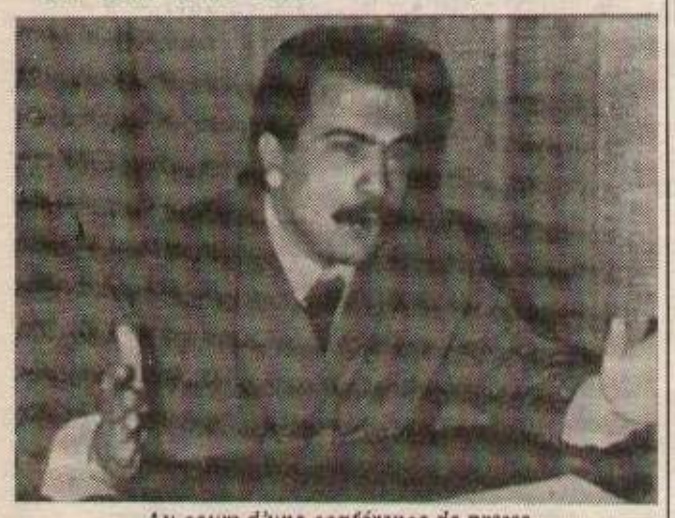
Les fonderies de West Yorkshire seront arrêtées ainsi que celle de Tripton. Le cas de l'ingéniérie de Coseley sera examiné, aucune mesure la concernant n'a encore été prise.

Une nouvelle fonderie était prévue dans le Yorkshire, elle est abandonnée.

Turquie : assassinat d'un dirigeant du TIKP

LE 8 septembre à 18 heures, plusieurs dirigeants locaux du TIKP (Parti ouvrier et paysan de Turquie) de la région de Tunceli (à l'Est du pays) ont été sauvagement attaqués par un groupe illégal (Apocular) alors qu'ils quittaient le local de leur parti. Au cours de la fusillade, deux camarades furent touchés ; l'un d'eux, Adil Turan, devait mourir pendant son transfert à l'hôpital, l'autre, Iman Canpolat, est gravement blessé.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Ankara, le secrétaire général du TIKP a dénoncé la complicité objective du gouvernement dans cet assassinat. En effet, Apocular, groupe illégal, à la solde de gros propriétaires terriens, est aussi protégé par certains parlementaires de cette région qui soutiennent le gouvernement. Ne pouvant se passer de ces appuis pour conserver la majorité au Parlement, le gouvernement ne fait pratiquement rien pour lutter efficacement contre ces terroristes qui agissent en toute impunité.



Au cours d'une conférence de presse le secrétaire général du TIKP a dénoncé la complicité du gouvernement dans l'assassinat d'Adil Turan

Italie : «La semaine de feu» des fonctionnaires italiens

DEPUIS ce mardi 11 septembre, les trois millions et demi d'employés de la fonction publique ont entamé ce que les journaux italiens nomment « leur semaine de feu ». C'est une longue semaine puisque les mouvements en cours doivent durer dix jours. Transports, postes, ministères, hôpitaux, mairies et gares seront tour à tour paralysés par les arrêts de travail. Les grèves prévues dans les écoles ont contraint le gouvernement à retarder la rentrée scolaire de trois jours.

Cette fois-ci, les syndicats autonomes ne sont plus seuls en cause. Craignant d'être débordés, les trois grandes centrales ont en effet préféré être dans le mouvement. Que va faire le gouvernement italien ? Jusqu'où sont prêtes à aller les grandes centrales syndicales nationales ? Pour l'instant, ces deux questions demeurent sans réponse.

Angola : la mort d'Agostinho Neto

DEPUIS le 6 septembre, Agostinho Neto, président de l'Angola, se trouvait à Moscou pour une « visite non officielle d'amitié ». Lundi matin, *Radio-Luanda* révélait que le chef de l'État avait subi une opération chirurgicale à Moscou où, souffrant d'un cancer, il était soigné par des spécialistes soviétiques. On apprenait mardi la mort du président angolais survenue dans la nuit du 10 au 11 septembre à l'âge de 57 ans. Il est encore trop tôt pour apprécier les conséquences de sa disparition sur la politique tant intérieure qu'extérieure de l'Angola.

GUADELOUPE ET MARTINIQUE

Après le cyclone David, plus de 800 millions de dégâts

ON a commencé à mesurer l'ampleur des dégâts causés par le cyclone David en Martinique et à la Guadeloupe. Interviewé lundi soir sur FR3, Paul Dijoud, secrétaire d'État aux DOM-TOM, qui revenait de là-bas, a déclaré :

« Dès maintenant on sait que les dommages toutes catégories réunies, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie ou les infrastructures routières et portuaires, dépassent huit cent millions de francs ». Mais il a oublié d'ajouter que les destructions quasi totales des bananeraies allaient se traduire par un accroissement considérable du chômage dont le taux est déjà plus élevé en Martinique et en Guadeloupe qu'en France.

L'école gratuite coûte cher

Coût de la rentrée 79 : + 13 %

«NOUS chiffrons à 13 % la hausse du coût de la rentrée scolaire 1979 ». C'est la conclusion que tire la Confédération syndicale des familles (CSF) de l'enquête qu'elle a réalisée comme chaque année. En s'appuyant sur les fiches de frais remplies par un grand nombre de familles à la rentrée 1978, sur les sondages effectuées dans la deuxième quinzaine d'août aussi bien en province que dans la région parisienne et aussi sur les chiffres de l'INSEE, elle a répertorié catégorie par catégorie les dépenses de la rentrée.

LIVRES SCOLAIRES : PLUS 13 %

Depuis le 1er juillet 1979, la libération des prix touche les livres et donc aussi les livres scolaires. Leurs prix vont donc augmenter en fonction de la hausse de 8,9 % intervenue en février selon l'« ancien régime » mais aussi de cette liberté des prix. En outre, la fourchette des prix pourra atteindre 20 à 40 % cette année selon le magasin, grandes surfaces ou magasins de quartiers. A Paris, on peut trouver déjà des *Lagarde et Michard* dont le prix va de 22 à 27 francs... soit jusqu'à 20 % de hausse sur les prix conseillés l'année dernière.

Certes dans certaines classes telle la quatrième, les livres sont gratuits. Mais même là on remarque qu'aucune subvention n'a été prévue par le ministère pour la deuxième matière optionnelle à laquelle les élèves ont théoriquement droit. Il en va de même pour les achats du type dictionnaires ou cahiers d'exercices souvent demandés à la rentrée. D'après les sondages effectués par la CSF, mis à part la quatrième, la charge financière moyenne serait en hausse de 15 % pour les livres.

FOURNITURES, PAPETERIE CARTABLE : PLUS 15 %

Pour un cartable de format 42/44, trois compartiments, une pochette plastique de bonne qualité, le prix moyen est de 95 F. On constate des hausses très importantes sur de nombreux petits articles tels cahiers, pinceaux, crayons, trousses, allant de 10 à plus de 50 %. Et encore ne figure pas dans ce tableau la hausse liée à la mise au programme des classes du premier cycle de « travail en atelier », travaux manuels et sciences physiques.

MATERIEL D'ATELIER : PLUS 10 %

BLOUSES ET BLEUS DE TRAVAIL : PLUS 11 %

Selon l'établissement, LEP ou lycée technique, et la spécialité, le coût du matériel d'atelier varie entre 208 et 784 F. Les blouses encore exigées dans certains établissements vont à nouveau être rendues indispensables par la pratique des sciences physiques et de l'initiation manuelle et technique en sixième et cinquième, des ateliers en quatrième. La hausse constatée par l'INSEE est de 8,4 % pour les bleus, 10,1 % pour les blouses. Or, pour les sections commerciales, deux blouses en coton sont le plus souvent exigées, pour la seconde technique il faut blouse et combinaison, etc.

Il faut ajouter à ces rubriques, les hausses concernant l'équipement sportif, diverses cotisations, l'assurance scolaire obligatoire, etc.

Daniel MARAIN

Le coût de la rentrée

Selon l'étude faite par la Confédération syndicale des familles (CSF), le coût de la rentrée se chiffre globalement à 778 F en moyenne pour la sixième, 799 pour la quatrième. Dans les classes du secondaire non concernées par la gratuité des livres, ce type de dépenses grimpe vite : 350 F en seconde par exemple. Dans le primaire, la rentrée revient moins cher, le tarif allant de 106 F en maternelle à 258 F pour l'entrée en cours moyen deuxième année (CM2). La Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) donne, quant à elle, comme chiffres moyens 103,45 F pour la rentrée dans le primaire, 829,88 F dans le secondaire, 1 062 F en lycée, première année. Les records sont battus avec la seconde technique T1 : plus de 1 900 F à débourser.

Ces frais de rentrée scolaire vont représenter une lourde charge dans le budget des familles populaires d'autant que les bourses et allocations scolaires de rentrée n'en concerneront qu'un certain nombre. Pensez donc. Une famille de trois enfants qui gagne plus de 2 541 F par mois n'aura pas de bourse pour un enfant qui rentre en sixième. Les familles dont les ressources mensuelles dépassent 3 343 F n'auront pas droit à l'allocation exceptionnelle de rentrée de 400 F.

Suppression du 2e agent

Deuxième grève des cheminots contre le nouveau réglement

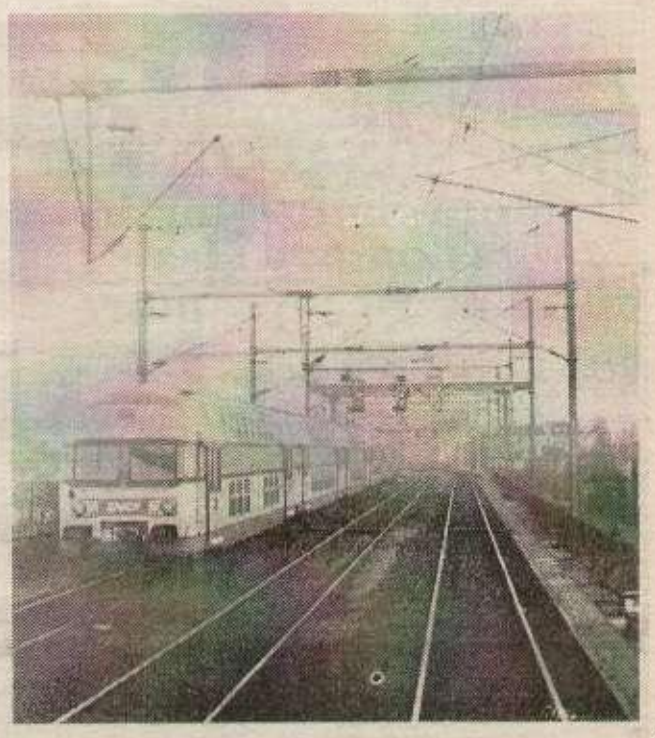
UN nouveau mot d'ordre de grève est lancé par la CGT et la CFDT à la SNCF à partir de ce mercredi 20 h. C'est la suite de l'action lancée chez les roulants les 22 et 23 août derniers par les trois syndicats de cheminots cette fois. En effet, la FGAAC, syndicat autonome des roulants, ne s'est pas joint à ce nouvel appel à l'action qui concerne tout le personnel de la SNCF.

C'est la réforme du P4, réglement intérieur du personnel de la SNCF, décidée mi-août par la direction, qui a déclenché la réaction des syndicats et des travailleurs. L'ancien règlement date de 1945 et depuis trois ans, des négociations syndicats-direction SNCF essayaient de mettre sur pied un nouveau projet.

La direction a cédé sur une des revendications des cheminots et a promis 104 repos supplémentaires à mettre en place d'ici 1982. Mais elle a refusé la compensation du travail de nuit et la réduction du temps de travail que réclamaient les salariés.

Surtout elle a décidé un assouplissement de la réglementation du travail sur les roulements ce qui permet à la direction d'imposer aux « tournants » des horaires beaucoup plus irréguliers et d'imposer le paiement des heures supplémentaires à la place de leur récupération. Enfin, elle supprime le deuxième agent pour les roulants.

Ce nouveau règlement concerne non seulement les roulants mais tout le personnel de la SNCF, à des titres divers. C'est pourquoi les syndicats ont décidé l'élargissement de l'action.



Défense : le gouvernement s'engage dans le débat

LA publication, lundi 10 septembre, sous le parrainage de Barre et du ministre de la Défense, Yvon Bourges, d'un rapport relatif à l'exécution et à l'actualisation de la loi de programme militaire, tient lieu de mise au point gouvernementale sur la politique de défense (Voir extrait ci-contre).

Ce rapport qui doit être soumis à la discussion du Parlement lors de sa session d'automne va sans aucun doute alimenter le débat en cours sur les capacités de défense de la France et donc de l'Europe face à l'URSS (débat dont nous rendions compte dans notre édition datée de mercredi).

Par ailleurs, une question concernant de près la défense de l'Europe vient d'être inscrite à l'ordre du jour de la session du Parlement européen qui s'ouvre le 24 septembre.

Deux députés, l'un conservateur britannique, l'autre ancien ministre de la défense ouest-allemand, demandent à la Communauté de prendre contact avec « *l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et les services compétents des États membres en vue de traiter les programmes communs de fourniture d'armements dans le cadre de la politique industrielle* ». La représentation française au Parlement européen s'était opposée à l'inscription de cette question arguant du fait que le Traité de Rome ne donne pas compétence à l'Assemblée de Strasbourg pour traiter des questions de défense. De fait, cette question de politique industrielle touche intimement à la défense puisque le problème posé est celui de la standardisation des armements en Europe. L'actuelle hétérogénéité des armements étant une des faiblesses notoires des pays ouest-européens face au dispositif militaire du Pacte de Varsovie, super intégré et standardisé.

Cette inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée européenne a susité une vive réaction de *L'Humanité* qui écrit (le 11 septembre) : « *Les programmes communs de fournitures d'armements que* (les « européistes ») *préconisent d'établir seraient en effet le prélude au sabordage de toute défense nationale authentique et la mise sur pied d'une prétendue « défese européenne » à propos de laquelle toute une campagne continue d'être orchestrée.* »

Pierre MARCEAU

«Le rapport de force se détériore au détriment des pays occidentaux»

Extraits du « Rapport sur l'exécution et l'actualisation de la loi du 19 juin 1976 portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 ».

« La France confirme les grandes options de sa politique de défense : effort nucléaire national, solidarité avec ses alliés et volonté de prendre part à la défense de l'Europe tout en conservant sa liberté d'appréciation et de décision vis-à-vis de l'alliance atlantique en ce qui concerne l'opportunité, le moment et les modalités d'un éventuel engagement de ses forces en cas de crise ou de conflit (...). Certains événements survenus hors d'Europe depuis 1976 ont confirmé la nécessité de disposer de forces capables d'assurer le soutien et la sauvegarde des intérêts français.

Force est de constater que le rapport des forces entre les systèmes d'alliance de l'Ouest et de l'Est — condition impérative du progrès de la détente — ne cesse de se détériorer au détriment des pays occidentaux, tant dans le domaine des armements nucléaires que dans celui des forces classiques (...). La construction européenne, dont la poursuite constitue pour la France un objectif essentiel, continue de ne pas concerner les questions de défense. Néanmoins, la France contribue, par son propre effort de défense, à la sécurité en Europe et elle n'ignore pas que sa propre sécurité s'inscrit dans ce cadre.

L'effort national de défense doit donc porter en priorité sur le développement de la valeur et de la crédibilité des forces nucléaires stratégiaues ».

Ce qui se traduirait par la mise en service dès 1985, d'un nouveau système d'armes stratégiques qui équiperait le sixième sous-marin nucléaire *L'Inflexible*, actuellement en chantier. D'autre part, l'avenir des silos du plateau d'Albion serait réenvisagé.

On sait en effet que les missiles qu'ils contiennent sont peu opérationnels dès lors que l'actuel missile soviétique SS20 peut les détruire instantanément avec une grande précision en même temps d'ailleurs que tous les objectifs stratégiques fixes situés en Europe.

Moscou craint la publicité

La publication d'ouvrages traitant de la menace soviétique en Europe et dans le monde et du risque de guerre * n'est pas du goût de tout le monde. L'édition du 10 septembre du journal *Izvestia* s'en prend violemment au *Monde* coupable d'avoir passé dans une récente édition une publicité d'une pleine page pour le livre : *La Troisième guerre mondiale* du général Hackett. D'après *Izvestia* cette littérature « *vise à soutenir le mythe de la menace militaire soviétique, dont s'occupent aussi très activement, ces derniers temps, les milieux les plus agressifs d'Occident* ».

« *Hystérie militaire provoquée* » comme l'écrit le journal soviétique ou salutaire inquiétude ? C'est pourtant l'organe du Comité central du parti soviétique *Sovietskaya Rossia* qui déclarait froidement dans son édition du 9 août dernier qu'en cas de conflit global, l'Europe de l'Ouest « *jouerait le rôle de cible* » pour les fusées soviétiques !

* Parmi les plus récents de ces ouvrages, on peut citer : *La Sixième colonne, La Troisième guerre mondiale et Euroshima.*

Les non-alignés face à l'offensive de Moscou

(Suite de la page 1)

Voilà pourquoi l'URSS, qui rêve de mettre le monde entier à sa botte, est partie en guerre contre un mouvement qui contrecarre fondamentalement ses projets. Elle entend le mettre à sa remorque ou bien le désintégrer. Elle s'appuie pour cela sur des pays du tiers monde qui bénéficient encore du prestige de leurs luttes pasées contre l'impérialisme US, tels Cuba ou le Vietnam.

De ce choc sans précédent qu'a subi à la Havane le mouvement des non-alignés, quel bilan faut-il tirer ? Certes, il faut le reconnaitre, le social-impérialisme qui se plait à brouiller les cartes, a marqué des points. Il est triste de voir des pays comme le Mozambique, qui a mené une lutte anticoloniale héroïque, ou le Nicaragua, sorti tout récemment victorieux d'une dictature sanglante, voter conformément aux vœux de Moscou, contre l'indépendance et la souveraineté du Kampuchea, aux côtés de ses agresseurs vietnamiens.

Le fait que, du fait des multiples manœuvres de Castro à qui la présidence du mouvement confère momentanément un grand pouvoir, le gouvernement légal du Kampuchea, membre de plein droit de la conférence, ait été empêché d'y siéger représente, outre une injustice profonde contre le peuple du Kampuchea, un précédent dangereux pour l'avenir qui pourra être invoqué contre d'autres pays membres. Le fait que Cuba soit président pour trois ans du Mouvement est aussi un facteur inquiétant.

Mais ces faits, bien que graves et appellant à une vigilance renforcée contre les complots soviétiques ne sont pourtant pas l'essentiel.

Car, malgré tous ces facteurs favorables à son offensive, Moscou a échoué sur ses deux objectifs. L'URSS n'a pas réussi à se faire reconnaitre comme « l'alliée naturelle » du tiers monde. Elle n'a pas réussi à faire éclater le mouvement.

Et une éminente figure politique des non-alignés porte une grande part de la responsabilité de cet échec. Le président Tito, vieux lutteur revenu dans l'arène d'un mouvement dont il a été l'un des fondateurs historiques, s'est fait le champion de la défense, des principes du non-alignement et de l'unité du mouvement. Et il a été largement entendu, à tel point qu'un hommage spécial lui a été rendu à la séance de clôture, un hommage qui prenait aussi l'allure d'un désavœu du plaidoyer pro-soviétique de Castro.

Moscou n'a pas réussi à faire exclure l'Égypte du mouvement, sa marionnette cambodgienne n'a pas réussi à se hisser sur le siège du Kampuchea démocratique. A son agression ouverte contre le mouvement a répondu une résistance accrue de très nombreux pays non-alignés.

Le social-impérialisme soviétique fait là l'expérience amère déjà faite par l'impérialisme américain dont il rêve de prendre la relève : plus il avance, plus il est démasqué et fermement combattu. C'est là la logique de l'impérialisme.

A.B.

Le rassemblement national français-immigrés du 29 septembre se prépare activement

CERTAINES régions de France en sont encore aux premiers contacts pour préparer le rassemblement national du 29 septembre contre les lois racistes Stoléru-Bonnet. Mais d'autres organisent déjà des mobilisations locales d'une part contre la répression qui s'abat sur les résidents en grève et d'autre part contre les lois racistes et anti-ouvrières de Barre-Bonnet-Stoléru. C'est ainsi que le foyer de résidents de Longwy, membre du Comité de coordination et l'UL-CFDT de Longwy qui avait déjà signé le texte d'appel contre les lois scélérates et participé au meeting du 7 juillet au camp de Garges, organisent une journée portes-ouvertes les 15 et 16 septembre au foyer de Longwy, soutenue par plusieurs organisations et partis politiques. Le Comité de coordination sera présent à ce rassemblement ainsi qu'une délégation de la commission d'organisation du rassemblement du 29 septembre pour tenir une réunion avec les sections syndicales, unions locales, unions départementales et unions professionnelles et les associations de travailleurs immigrés de la région de l'Est de la France. Réunissons les conditions pour que ces deux journées dans l'Est, région de grandes luttes de la classe ouvrière soient un grand succès. Le Comité de coordination salue chaleureusement cette initiative et souhaite la transmettre à tous les travailleurs et travailleuses dans toute la France.

Rassemblement au foyer SONACOTRA de Mont-Saint-Martin (Longwy) les 15 et 16 septembre

L'été Sonacotra se termine sur de nouvelles positions. D'une part, la Sonacotra adopte une nouvelle tactique d'expulsions des grévistes par petit nombre (une dizaine) et sans déploiement spectaculaire des « forces de l'ordre » ; d'autre part, la résistance des grévistes et le soutien des organisations de travailleurs se sont amplifiés à partir des deux camps de Garges-lès-Gonesse et Mont-Saint-Martin.

Au foyer de Mont-Saint-Martin, la grève des loyers continue, aucune expulsion n'a eu lieu et la présence des travailleurs français, avec la CFDT, se maintient.

Le Comité des résidents du foyer souhaite une extension de la lutte aux autres foyers du bassin, sur la base de la plateforme du Comité de coordination :

- Reconnaissance du statut de locataire ;
- Baisse du loyer de 100 F ;
- Départ des gérants racistes ;
- Abrogation du règlement intérieur.

Le comité de résidents demande l'ouverture de véritables négociations avec leurs seuls représentants regroupés dans le Comité de coordination.

Pour populariser ces positions et actions, les résidents du foyer organisent une fête avec journée portes-ouvertes au foyer :

Les samedi 15 et dimanche 16 septembre

Des troupes de théâtre, des chanteurs, des stands d'information et de nourriture sont prévus.

Les résidents appellent toutes les organisations syndicales, politiques et culturelles à des réunions de travail tous les soirs à partir de 19 heures, au foyer de Mont-Saint-Martin.

Le comité des résidents du foyer de Mont-Saint-Martin.

Fougerolles-Brétigny 91 en grève

MARDI 28 août, le patron de Fougerolles annonce la fermeture du dépôt : 21 licenciements, 4 préretraites et dispersion du reste du personnel sur les chantiers de la région parisienne, c'est-à-dire licenciement à moyen terme. Le 5 septembre, la direction vient chercher les moules indispensables à la production des panneaux de construction des préfabriqués. Les travailleurs empêchent le déménagement. La grève illimitée avec occupation est décidée à l'unanimité.

Les sections CGT et CFDT sont très unies. Le 10 septembre, réunion avec le patron qui joue les durs. Cela n'aboutit qu'à renforcer les travailleurs qui sont décidés à ne pas céder. A l'heure actuelle, toutes les forces politiques et syndicales soutiennent les travailleurs de Fougerolles. La municipalité, le PCF, le PS, le PCML, dont une cellule locale a envoyé un message de soutien, la CGT, la CFDT.

Aujourd'hui, nous devons développer la solidarité. Il existe des chantiers Fougerolles un peu partout en France.

Non à la braderie de la société Blondel à Villejuif

Communiqué CGT-CFDT

LES travailleurs de la société Blondel viennent de se mettre en grève illimitée depuis le 5 septembre pour sauvegarder leur emploi.

La direction de cette société de menuiserie, déjà centenaire, a décidé de fermer l'usine définitivement le 12 octobre, ce qui représentera une trentaine de travailleurs au chômage et autant de drames familiaux.

Les travailleurs ont décidé de mener une lutte sans merci à cette direction sans scrupule qui prend prétexte pour fermer cette entreprise le manque de travail et un déficit important. D'autre part, la direction veut envoyer deux mois de travaux chez un confrère à Sens, établissements Monthule, alors que les travailleurs de chez Blondel ne demandent qu'à garder leur travail.

En outre, nous avons décelé un lien très étroit entre notre société et une autre société située à St-Germain-en-Laye. De nombreux points communs ont été découverts (entre autres le même directeur technique).

Est-ce la raison de la fermeture de notre usine pour faire fructifier l'autre entreprise ?

Cette lutte que les travailleurs ont engagé avec fermeté a pour premier objectif *l'annulation de l'ensemble des licenciements*, étant donné qu'il peut être démontré que la société pourrait être *viable*.

Les travailleurs de chez Blondel, soutenus par les organisations syndicales CFDT-CGT ainsi que l'appui de la municipalité, sont déterminés à ne pas céder à la pression de la direction et à obtenir satisfaction.

Travailleurs de Villejuif, soutenez notre lutte en venant discuter avec nous rue des Guipons, en nous aidant financièrement.

NUCLEAIRE : CHANTIER EURODIF

Grève des ouvriers de Fresmont

MERCREDI 5 septembre, une grève s'est déclanchée sur le chantier Eurodif à l'initiative des ouvriers de chez Julin qui appartient au groupe Fresmont. Ce groupe s'occuppe des tuyauteries.

Les ouvriers se sont mis en grève parce que leur patron leur avait promis une augmentation de 10 F par jour sur la prime de déplacement et il ne leur a pas donné cette augmentation sous prétexte que les autres entreprises du groupe ne l'avaient pas fait.

Mercredi après-midi, les travailleurs se sont mis en grève en réclamant :

— Cette augmentation, ce qui portait leur prime de déplacement à 115 F soit 100 F minimum garanti plus 15 F d'indemnité kilométrique ;

— 2 F d'augmentation ;

— Une prime nucléaire de 500 F et le paiement des heures de grèves.

Jeudi, le chantier Eurodif a été fermé à l'ensemble du personnel, soit Fresmont plus les autres entreprises du site à l'exception des services de sécurité d'Eurodif production.

Vendredi, le chantier a été ouvert pour permettre aux travailleurs des autres entreprises de bénéficier des primes de déplacement de samedi et du dimanche qu'ils perdaient s'ils n'avaient pas pu pénétrer sur le chantier.

Egalement le lundi matin. Lundi après-midi, le chantier a été fermé pendant une heure trente environ. Mardi matin, le chantier est a nouveau fermé pour toutes les entreprises du site. Les travailleurs de Fresmont sont déterminés et une autre entreprise a déposé son cahier de revendication.

Informations fournies par un ouvrier du site.

SYNDICATS

Ça bouge chez les cadres

A l'annonce du budget du gouvernement pour 1980, les réactions ont été multiples. Dans *l'Aurore* du 10 septembre , Jean Menu secrétaire de la CGC a fait connaître la position de son organisation : *« Agressions contre l'encadrement »*, dit-il ! Décidément, ça bouge chez les cadres depuis janvier 1979 où ils sont descendus dans la rue. D'autant plus que le congrès d'avril 1979, avec le remplacement d'Yvon Charpentier par Jean Menu, s'est orienté plutôt vers un rapprochement avec les cadres CGT de l'UGICT et avec les syndicats ouvriers. De leur côté, les cadres de l'UGICT se sont, eux aussi, à leur congrès de juin 1979, prononcés pour *« des actions convergentes de tous les salariés »*. Leur forte présence au meeting de rentrée de la CGT le 5 septembre prouve que ce n'est pas resté un mot en l'air.

LA véritable spoliation des salariés que Séguy dénonçait dès le mois d'août ne touche pas que les travailleurs les plus défavorisés. Depuis un an, une nouvelle voix s'ajoute au concert social des mécontentements : celle des cadres par leur organisation, la CGC. Il y a en effet des changements dans cette organisation syndicale, jusque là tout à fait à l'écart des autres. Qui reconnait l'ancienne CGC toujours prête à travailler en étroite collaboration avec le CNPF, dans les déclarations de plus en plus aigries de Jean Menu dans ses appels à *« discuter d'une riposte commune»* avec les autres syndicats, dans sa promptitude à répondre à l'invitation de Séguy ? *« Nous ne sommes pas contre les augmentations uniformes de salaire proposées par la CGT... Il y a des possibilités d'entente avec la CGT »*, déclare-t-on à la direction de la CGC.

Déjà, en janvier dernier, la CGC avait appelé à sa première manifestation et son succès avait été non négligeable. Le congrès d'avril, en nommant à la direction de l'organisation Jean Menu, confirmait cette évolution ; car le candidat n'avait pas caché ses convictions : *« Il faut éviter de se battre tout seul et de défendre les privilèges périmés et contraires aux autres travailleurs. La défense des intérêts des cadres est plus efficace quand elle se fait dans le cadre de l'intérêt général »*.

Bien sûr, il n'y a pas que ce langage à la CGC et la question du rapprochement avec les syndicats ouvriers, et surtout la CGT ne fait pas l'unanimité. Car la CGC regroupe des salariés de niveau très différent : des agents de maîtrise aux cadres supérieurs. Si les premiers peuvent être favorables à des actions dures et à faire grève avec les autres salariés, les derniers sont très réticents.

C'est donc tout à fait poussés par une situation qui se dégrade à grande vitesse que les adhérents de la CGC en viennent à durcir leur position. Et, en effet, les cadres souffrent de la crise. Bien plus, les orientations du plan Barre sur la pression fiscale en particulier accélère cette dégradation. Selon les calculs de la CGT, les salaires des cadres supérieurs ont baissé de 14,7 % depuis 1972, et celui des cadres moyens de 11,1% si on prend l'indice CGT. Même avec l'indice INSEE, on peut trouver une baisse de 5 % dans certains cas. Quant aux problèmes d'emploi, ils deviennent énormes: 45 % des cadres de plus de 50 ans sont en « inactivité forcée depuis plus d'un an » ! C'est d'ailleurs un phénomène dont on trouve l'écho dans la littérature et dans le cinéma puisque de plus en plus de films font état du chômage des cadres (*Une Histoire simple* de Sautet, par exemple).

Ainsi, les cadres CGC se retrouvent-ils à cette rentrée au coude à coude avec ceux de la CGT qui, bien qu'ils aient choisi l'organisation spécifique (l'UGICT) continuent d'affirmer : *« Il n'y a pas deux CGT »* et il faut *« situer dans une même démarche la double nécessité de défendre la situation, la place et le rôle des cadres en étroite liaison avec la défense des intérêts des ouvriers... »*.

Claire MASSON

UGICT-CGT : appel aux autres syndicats

René Le Guen, secrétaire de l'UGICT (syndicat des cadres de la CGT) a fait lundi 10, une conférence de presse sur ce qu'il a appelé *« le matraquage des cadres »*. Il a longuement expliqué les attaques du gouvernement contre le pouvoir d'achat des cadres, en particulier les dernières décisions sur les impôts : *« En décidant de relever les huit premières tranches de 8 %, de 4 % les deux tranches suivantes et de maintenir les trois dernières en l'état, alors que le taux d'inflation atteindra entre 11 et 12 %, on obtient inévitablement une progression du montant de l'impôt sur le revenu »*. Puis, il a dénoncé les patrons qui *« ne supportent plus les garanties que représentent statuts et conventions collectives »* et qui *« réclament la possibilité de rémunérer les cadres en fonction de leurs performances »*.

Il a enfin terminé en expliquant que l'UGICT-CGT a écrit aux autres organisations de cadres pour proposer à chacune d'entre elles une réunion bilatérale.

EXPOSITION

La Chine d'Aujourd'hui en photo

LE 1er octobre, la Chine nouvelle aura trente ans. C'est dans ce contexte que le centre Beaubourg organise à Paris une exposition de photos sur la Chine, du 5 septembre au 26 novembre. Des images traditionnelles comme les enfants à l'école, la gymnastique des vieillards dans la rue y sont exposées, à côté d'autres photographies, beaucoup plus inhabituelles mais qui donnent un aperçu des changements intervenus en Chine ces dernières années.

Rien d'historique dans cette exposition, mais plutôt des images de la vie quotidienne : deux amoureux sous un parapluie, un bal au son de l'accordéon, des lecteurs attentifs de dazibaos au « mur de la démocratie », trois jeunes en train de jouer de la guitare sur un banc enneigé, la fête du Nouvel an, un mariage. Le repiquage du riz à la main, le transport des légumes à l'aide de l'indispensable (mais ô combien pénible) palanche... donnent une idée du chemin encore long à parcourir pour arriver à la modernisation de ce pays du tiers monde.

Ces photographies de G. Hensant, F. Huguier, F. Lochon, J. L. Boissier, l'Agence Gamma, E. Morvan, F. Saur, L. Vidal et Ch. Viougard ont été prises en 1978 et 1979, dans différentes régions de Chine.

* Galerie de la BPI, 2e étage. Métro Rambuteau – Hôtel-de-Ville.

« Dans un parc de Pékin, la Chine en évolution » une photo de François Lochon, faisant partie de l'exposition de Beaubourg

DEBAT A LA TELEVISION SUR LES SURDOUES

ECOLE

La chance d'être surdoué !

Vous avez peut-être vu ou entendu parler autour de vous de l'émission sur les surdoués, mardi soir sur Antenne 2. La programmation de cette émission n'est pas innocente. Elle coïncide avec la rentrée scolaire et le débat sur la « nouvelle droite » (Voir l'article de Léon Cladel).

Faut-il donner un enseignement spécial aux « surdoués » pour que s'épanouisse leur génie ?

LE débat actuel autour des surdoués n'est-il pas une caution à la politique d. l'Education nationale, à Haby et à Beullac, son successeur.

UNE EQUITE APPARENTE

Sous le masque de l'équité, la réforme Haby a introduit « le tronc commun » pour tous les enfants appuyé par la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, confortant l'image de l'égalité des chances. Sous le masque du libéralisme, elle a créé de nouvelles normes, comme les « rythmes d'acquisition ». Concrètement, ce respect des « normes » s'est traduit par la création des cours de soutien et de rattrapage pour les plus faibles, des cours d'exploration individuelle pour les plus forts.

TANDEM SURDOUES – MOINS DOUES

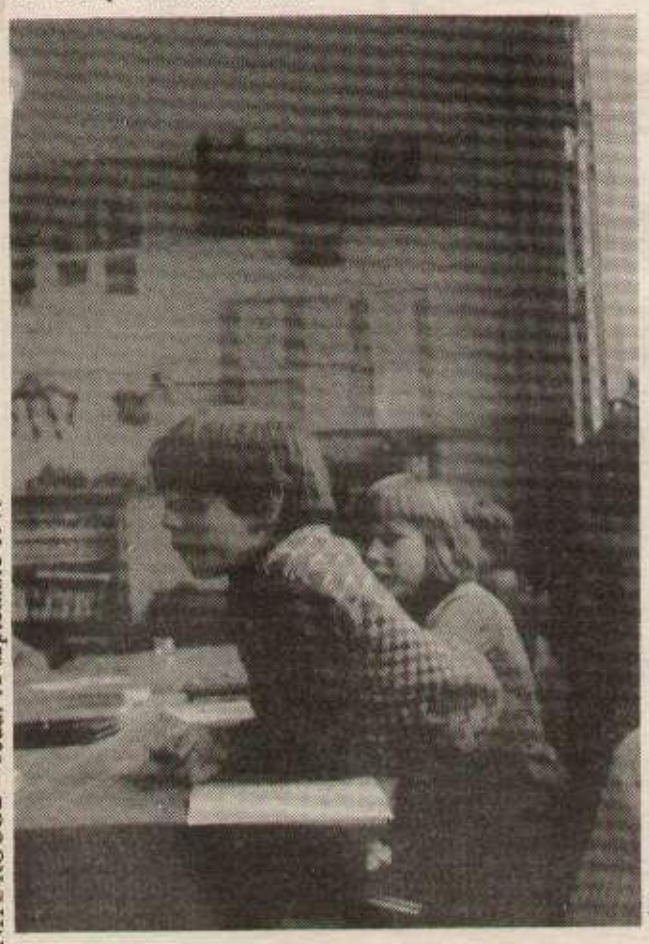
La réforme Haby a substitué au couple « doués » - « non-doués », un autre tandem « surdoués » - « moins doués », mettant en avant le succès scolaire et non plus l'échec scolaire, sans rien changer du tout à cet état de fait.

Et comment détecte-t-on les surdoués des moins doués ? Par des tests d'intelligence bien sûr, puisque théoriquement tous les élèves bénéficient du même enseignement (tronc commun de scolarité). On obtient ainsi le tableau suivant : parmi les enfants de milieux aisés, présence de dons, succès scolaires, études longues ; parmi les élèves de milieux défavorisés, absence de dons, échecs scolaires, études courtes.

UN TRONC COMMUN RABOUGRI

Les banalités sur le tronc commun de la 6e à la 3e donnant les mêmes chances à tous les élèves, tombent à l'eau dès qu'on sait que, parallèlement à ce tronc commun, la loi Royer, permettant de recruter des apprentis dès l'âge de 14 ans, sévit, dès qu'on sait que les élèves sont classés en options fortes ou faibles dans le primaire et dans le secondaire et qu'il existe des pré-orientations favorisant les « aptitudes » de chaque élève, plus de technologie pour les faibles et plus de langues ou de maths pour les forts.

Nathalie VILLOTIERS



(Photo HR)

L'avancée actuelle de la science ne permet nullement de déterminer la part du patrimoine génétique et la part du milieu et de l'éducation dans ce qu'on appelle l'intelligence.

SCIENCE

Surdoués : la chasse est ouverte

Les surdoués aux *Dossiers de l'écran*. Cette émission coïncide avec la rentrée. Au delà du scolaire, avec les surdoués, c'est tout le problème de la hiérarchie dans la société qui est posé. Cette hiérarchie est-elle basée sur des dons que l'enfant acquiert avec son patrimoine génétique ou bien cette hiérarchie est-elle basée sur la sélection sociale des éléments issus des classes dominantes plus favorisées. A quoi bon essayer de réduire ou de supprimer les inégalités sociales si celles-ci ne font que sanctionner des inégalités de dons d'ordre biologique ?

CAR c'est bien de dons qu'il s'agit. Auparavant on parlait de dons de Dieu, puis de dons de la nature pour justifier ce qu'on appelle *« les capacités intellectuelles »* souvent liées (tiens ! tiens !) à la place en haut de la hiérarchie sociale. Maintenant avec les progrès de la science il est plus difficile de faire croire aux dons tout court. Alors on parle de dons biologiques ou génétiques. Ceux qui ont reçu beaucoup de dons sont les surdoués.

Qu'est-ce que c'est au juste ? *« Je veux bien parler des surdoués le jour où on m'aura dit ce que c'est »*, ironise le professeur Albert Jacquard, chef de service de génétique à l'Institut national d'études démographiques (INED).

QI DE 130 A 160

Ces surdoués sont définis par un QI (quotient intellectuel) établi à partir de tests qu'on fait passer aux enfants dans les écoles : c'est ceux qui ont plus de 130 de quotient intellectuel (un enfant sur 100 a plus de 130 et un sur mille dépasse les 160). Pour chasser le surdoué, deux conseils : faites passer un test, vous obtenez « l'âge mental » de l'enfant en question. Ensuite, une simple règle de trois : vous divisez « l'âge mental » par l'âge chronologique (âge véritable), vous multipliez par 100 et vous savez enfin si vous avez engendré un surdoué, un enfant moyen ou un « attardé ». Que mesurent ces tests ? Ils mesurent des variations par rapport à un niveau scolaire moyen. Les psychologues et l'éducation nationale ayant déterminé un âge mental moyen pour chaque étape du développement de l'enfant. En fait, ces tests mesurent la capacité des enfants à assimiler les connaissances scolaires (dans les tests, beaucoup d'épreuves de culture ou bien spécifiquement scolaires). Il est prouvé que ce sont les enfants des milieux les plus favorisés, cadres supérieurs, hauts fonctionnaires ou même petite bourgeoisie qui ont les meilleurs résultats scolaires. De là à dire « voyez, ils sont en haut de l'échelle, mais c'est normal, ils sont les plus intelligents ! », il n'y a qu'un pas. D'autant plus qu'on fait tout pour donner à l'« intelligence » un caractère naturel, inné ; on associe la mesure des tests à la croissance physique. Cet aspect naturel est renforcé par la présence de psychologues : les mauvais résultats sont étiquettés comme des maladies. Si vous avez mal appris à lire, vous êtes dyslexique ; si vous comptez mal, vous être dyscalculique et si vous écrivez mal, dysorthographique.

HERITAGE

A quand les droits d'héritage sur l'intelligence ? Puisque maintenant certains affirment péremptoirement que le quotient intellectuel est héréditaire à 80 % et que les 20 % restant sont dus à l'apport du milieu social et de l'éducation. Le quotient intellectuel serait déterminé principalement donc par les gènes des chromosomes de chaque individu. Ainsi il lui serait transmis dès la conception par ses parents comme la couleur des yeux et des cheveux.

Chaque homme est doté d'à peu près cent mille gènes dont beaucoup n'entrent en action que s'ils sont sollicités par le milieu. L'avancée actuelle de la science ne permet nullement de déterminer la part du patrimoine génétique et la part du milieu et de l'éducation dans ce qu'on appelle « l'intelligence » et dont personne n'a pu jusqu'à maintenant donner une définition, pas même Binet, le créateur des tests de mesure du QI.

Le patrimoine génétique est le support à partir duquel se développent, si elles sont sollicitées par le milieu, des potentialités, des facultés qui sont recouvertes sous le terme très vague d'intelligence : *« Le patrimoine génétique correspond à des réalisations variables. Autrement dit, le déroulement du programme fait place au hasard. Le programme génétique fournit des recettes globales. Puis cela se fabrique un peu n'importe comment. Et ensuite, cela ne peut fonctionner que par l'apprentissage »*.

Rémy Chauvin, professeur de sociologie animale à l'université de Paris V, auteur du livre *Les Surdoués*, parle bien lui de réunir *« une élite d'hyperpenseurs »*, en définitive, une caste d'individus supérieurs aux autres de par leurs « dons » intellectuels. Voilà qui vise à engendrer le fatalisme et à décourager toute lutte contre l'inégalité et l'exploitation. A quoi bon lutter contre les inégalités si l'inégalité est naturelle, si ceux qui sont en haut sont les meilleurs de par la biologie et la nature et si ceux qui sont en bas sont les moins doués, biologiquement parlant. C'est ce qu'affirment les tenants de la nouvelle droite et d'autres aussi. *« Il y a des inégalités intolérables et il faut les réduire. Mais il y a des inégalités qui sont liées aux inégalités d'efficacité et de talents. Ces inégalités là, pourquoi les faire disparaitre ? Elles correspondent à la nature des choses »*, voilà ce que disait Barre en juin 1978 devant le Centre national des indépendants. Cette chasse aux surdoués se fait déjà aux USA et en URSS dans le but de dégager l'élite. On en parle de plus en plus en France. Il s'agit de détourner la science pour légitimer des injustices, des inégalités qui n'ont rien de naturel, de génétique, mais qui sont dûs à un système où quelques uns s'approprient le travail de l'immense majorité.

Léon CLADEL

A quoi servent les tests ?

A quoi servent les tests ? Nous répondrons : à sélectionner. Mais répondre ainsi, ce n'est pas fournir une explication argumentée.

Aussi prendrons-nous un exemple de test : le test de la lecture. Faisons la première remarque qui s'impose. En classe préparatoire (CP), les enfants doivent acquérir théoriquement les mécanismes de lecture. En fait, si l'instituteur vous dit que votre enfant saura lire à Noël ou à Pâques, il correspond entre guillemets, aux normes établies par l'Education nationale. (Il est bien évident qu'on ne remet pas en cause ici l'efficacité de tel ou tel instituteur).

Le test de lecture montrera ou ne montrera pas que l'enfant sait lire. Mais qu'entend-on par lecture ? C'est la démonstration qu'un enfant sait déchiffrer les lettres, assimiler les syllabes et les mots qui vont ensemble mais qu'il a aussi une idée nette et précise de la signification de ce qu'il déchiffre. C'est là où le bât blesse principalement.

Les mots « papa » ou « maman » seront déchiffrés et conceptualisés parce qu'ils représentent effectivement des personnages familiers du décor habituel de l'enfant, mais *« la fauvette file et se pose sur le sureau parfumé »* * ne sont pas des mots et des concepts familiers à tous les enfants. Ici, la lecture et donc le test de lecture en appellent directement à la connaissance de chaque enfant. *« La fauvette »* et *« le sureau »* n'ont de sens que pour un nombre très limité d'enfants, la très grande majorité ne sera capable de déchiffrer ces mots que phonétiquement et visuellement. Est-ce à dire que la grande majorité des enfants qui ignorent ces mots sont moins « intelligents » que la petite minorité qui les connaît ?...

* *Exemple authentique.*

Les parents et les tests

Les parents ne sont pas dupes de la sélection « scientifique » qu'on fait subir à leurs enfants. Voici quelques réponses édifiantes de parents à la question *« que pensez-vous des tests qu'on fait passer à l'école ? »*.

« Je trouve que c'est pas mal dans l'ensemble. On voit quand même ce que donne l'enfant. Je trouve ça pas mal. On voit quand même ce que peut faire l'enfant, à quel stade il est arrivé ».

Mais aussi : *« Bon, on va faire faire des tests à un enfant de quatre ans, vous trouvez qu'ils sont négatifs ou mauvais, parce que l'enfant à cette période est fatigué ou a des problèmes à l'extérieur et puis deux mois plus tard cet enfant à de nouveaux tests, il pourra très bien faire... Non, c'est diriger les gens, c'est nécessaire de faire ça souvent, mais on ne devrait pas en tenir compte de façon trop absolue »*.

« Il y avait J. qui se balançait d'un pied sur l'autre et ils ont demandé si c'était normal... Son institutrice a dit que oui... Heureusement, mais imaginez-vous une autre institutrice... Ils pourraient tirer des conclusion fausses ».

Témoignages parus dans la thèse de M. Laigneau et J. de Queiroz *« Rénovation pédagogique et dépossession parentale »*, Association rennaise d'étude sociologique.

Décontracté et sûr de lui, Jean Riboud ? Il y a de quoi, du point de vue financier, c'est la réussite. En 1978, la société qu'il dirige a vu ses bénéfices augmenter de 500 millions de dollars.

Le groupe Boussac-Saint-Frères est maintenant aux mains des frères Willot. Ils appliquent en ce moment le « redéploiement » dans ce groupe, c'est-à-dire les licenciements pour les travailleurs.

Nous trimons... ils profitent...

DANS la série « Avis financiers », nous sommes en mesure de vous présenter quelques résultats intéressants pour trois groupes : Volvo, RTL, Schlumberger. Tous profitent bien, nous n'avons aucun souci à nous faire pour eux.

VOLVO est un groupe suédois. Son président, au cours du conseil d'administration du 29 août, a déclaré que *« le groupe Volvo a réalisé une augmentation sensible de ses ventes et de ses bénéfices lors du premier semestre 1979 »*.

Les ventes ont augmenté de 28 %. Elles s'élèvent à environ 12 milliards de francs ou exactement à 11 695 millions de couronnes suédoises (la couronnes suédoise a sensiblement la même valeur que le franc).

Les ventes de voitures aux particuliers sont passés de 129 000 à 169 000 et ce malgré la perte du marché iranien. Les bénéfices d'exploitation ont augmenté de 67 % durant le premier semestre 1979. La rentabilité (bénéfices d'exploitation après amortissements par rapport aux ventes) s'est améliorée de 4,2 % pour le premier semestre 1978, elle est passée à 5,5 % pour le premier semestre 1979.

La société Volvo, premier groupe suédois, fabrique voitures, camions, matériels de travaux publics, agricoles et forestiers, etc.

AUDIOFINA est le holding qui contrôle RTL (Radio Télé Luxembourg). Audiofina a vu ses bénéfices passer de 35,1 millions de francs luxembourgeois en 1973 à 301,4 millions de francs luxembourgeois en 1978, soit, tenez-vous bien, une augmentation de plus de 800 % en six ans.

Audiofina, aux dires des financiers, n'a pas de dettes et dispose d'une trésorerie confortable.

RTL est un groupe multinational où l'on retrouve le groupe Bruxelles-Lambert, le groupe Jeumont-Schneider, Schlumberger.

Les émissions de RTL couvrent presque toute la France. C'est d'ailleurs la radio la plus écoutée chez nous. En Allemagne, RTL a une audience globale de 8 890 000 personnes. C'est la station la plus écoutée là-bas aussi.

SCHLUMBERGER. En 1978, les bénéfices ont été de 500 millions de dollars. La recherche pétrolière assure à Schlumberger 61 % de son chiffre d'affaires et 85 % de ses bénéfices d'exploitation.

Pour le deuxième trimestre de 1979, les bénéfices sont de 161 millions de dollars, soit une augmentation de 22 % par rapport au deuxième trimestre 1978 (132 millions de dollars). Pour les six premiers mois, les bénéfices ont augmenté de 26 % et le chiffre d'affaires de 20 % par rapport aux six premiers mois de 1978.

La société Schlumberger est une société française. Son PDG est Jean Riboud, frère d'Antoine Riboud, PDG de BSN-Gervais-Danone.

La famille Schlumberger appuie ses activités sur deux sociétés principales : la banque Neuflize-Schlumberger-Mallet (NSM) qui chapeaute toutes les activités bancaires et informatiques du groupe et sur la société Schlumberger LTD qui chapeaute tout le secteur pétrolier et comptable du groupe.

La famille Schlumberger investit aussi dans l'audio-visuel : 10 % de la CTL qui chapeaute RTL et 48 % de la Gaumont (distribution de films).

Toujours et encore les frères Willot licencient (suite)

LE journal *Les Échos* a publié mardi 11 septembre 1979 un article sur les licenciements dans le groupe Boussac-Saint-Frères depuis le printemps de cette année. Le groupe Boussac-Saint-Frères est aux mains des frères Willot. En ce moment, comme on dit dans la haute finance, ils se « redéploient ».

Qui dit redéploiement dit inévitablement licenciements de travailleurs. Les frères Willot sont de petits malins dans leur genre. Ils ne licencient pas en bloc, mais paquets par paquets, deci dela, pour ne pas attirer l'attention sur eux.

Voici la liste non définitive des licenciements chez les Willot depuis le printemps de cette année.

— *Établissements Rousseau* (ex-groupe Boussac) avec les marques Pierre Clarence et Pierre Cardin : 267 licenciements d'ici janvier 1980.

— *Boussac* : le groupe compte actuellement 2 750 salariés contre plus de 10 000 en 1975, plus de 4 000 en 1978. 196 licenciements sont prévus et 87 mutations. 100 licenciements auront lieu à la manufacture de Blainville.

— *Filature de coton de Pavilly* : l'usine sera fermée ce qui signifie concrètement 297 licenciements.

— *Secteur du jute* : 29 préretraites et 14 mutations à l'usine d'Harondelle (Somme).

— *Saint-Frères de Flixecourt* : 30 licenciements.

— *Manufacture française de tapis et de couvertures* (M.F.T.C. à Beauvais dans l'Oise) : 156 licenciements prévus.

— *Techniques modernes d'emballages* (T.M.E.) : arrêt de l'usine de Marquette-lès-Lille : 200 licenciements.

Voilà le tableau de chasse des Dalton. Il n'y a vraiment pas de quoi être fier !

Juillet 78-Juillet 79 : 10,4 % de hausse des prix dans la CEE

TOUS les pays de l'Europe des neuf ont connu une hausse des prix supérieure à 4 % pour ces douze derniers mois (juillet 1978 à juillet 1979). Le record est détenu, si l'on peut dire, par la Grande Bretagne avec 15,8 %, suivie de l'Italie avec 13,8 % ; la France, quant à elle, fait 10,3 %.

Le chiffre moyen est de 10,4 % pour les Neuf. A titre de référence les USA ont connu une hausse des prix de 11,1 % pour la même période. Et dans chaque pays, ce sont les travailleurs qui trinquent. Une logique toute capitaliste, somme toute.

En feuilletant les carnets mondains

QUE devient la famille De Gaulle ? Nous ne connaissons pas tous les membres de cette famille ni ce qu'ils font. Néanmoins, nous pouvons rassurer nos lecteurs sur la situation matérielle de l'un d'entre eux.

« M. Charles De Gaulle, trente-et-un ans, petit-fils du général De Gaulle, actuellement fondé de pouvoir aux affaires financières internationales de la Banque de Paris et des Pays-bas, a été nommé président-directeur général de la société Commerce et développement, nouvellement créée » (Les Echos du 11 septembre 1979, page 2).

BRETAGNE

Fête antirépression

Les 15 et 16 septembre, veille du procès des militants bretons embastillés depuis juillet 1978, le comité antirépression du Centre-Bretagne et les COBAR organisent une fête antirépression à la salle des fêtes de Pontivy. Les comités antirépression ne prétendent pas être les seuls à dénoncer la répression subie par toutes les minorités, aussi appellent-ils tout individu, organisation politique et syndicale, etc. victimes de la répression à venir manifester leur soutien et leur volonté dans la lutte pour la liberté d'expression.

Programme :

— Samedi 15 au soir, Fest Noz animé par de nombreux chanteurs et sonneurs, les *Diaouled Ar Menez*, un appel est lancé à toute bonne volonté.

— Dimanche 16, à partir de 14 heures, spectacle avec *Patrick Ewen, Gilles Servat, Jean Kergrist, Mathieu Donnard Street, Djiboujeb, Katelle, Youenn Gwernic, Glenmor, Avel Nevez...* des extraits de films de *René Vautier*, des interventions d'organisations et d'individus ayant subi la répression.

Soyez nombreux à marquer votre solidarité.

Avis aux diffuseurs de Prolétariat

Un incendie a eu lieu dans l'immeuble où se trouve le local de *Prolétariat*. Notre bureau n'a pas été touché mais l'accès en a été interdit pendant plusieurs jours, retardant l'envoi des factures du No 20. Nous demandons aux cellules et sections de payer sans attendre les numéros reçus début juillet. D'avance merci.

Adresse PROLETARIAT BP. 320 - 13213 Marseille Cedex 1. CCP 2 130-89 H Marseille.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom . . . . . .

Prénom . . . . . .

Rue . . . . . .

Commune . . . . . .

Code postal . . . . . .

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .

PRÉNOM. . . . . .

Lieu de travail. . . . . .

Adresse . . . . . .

Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

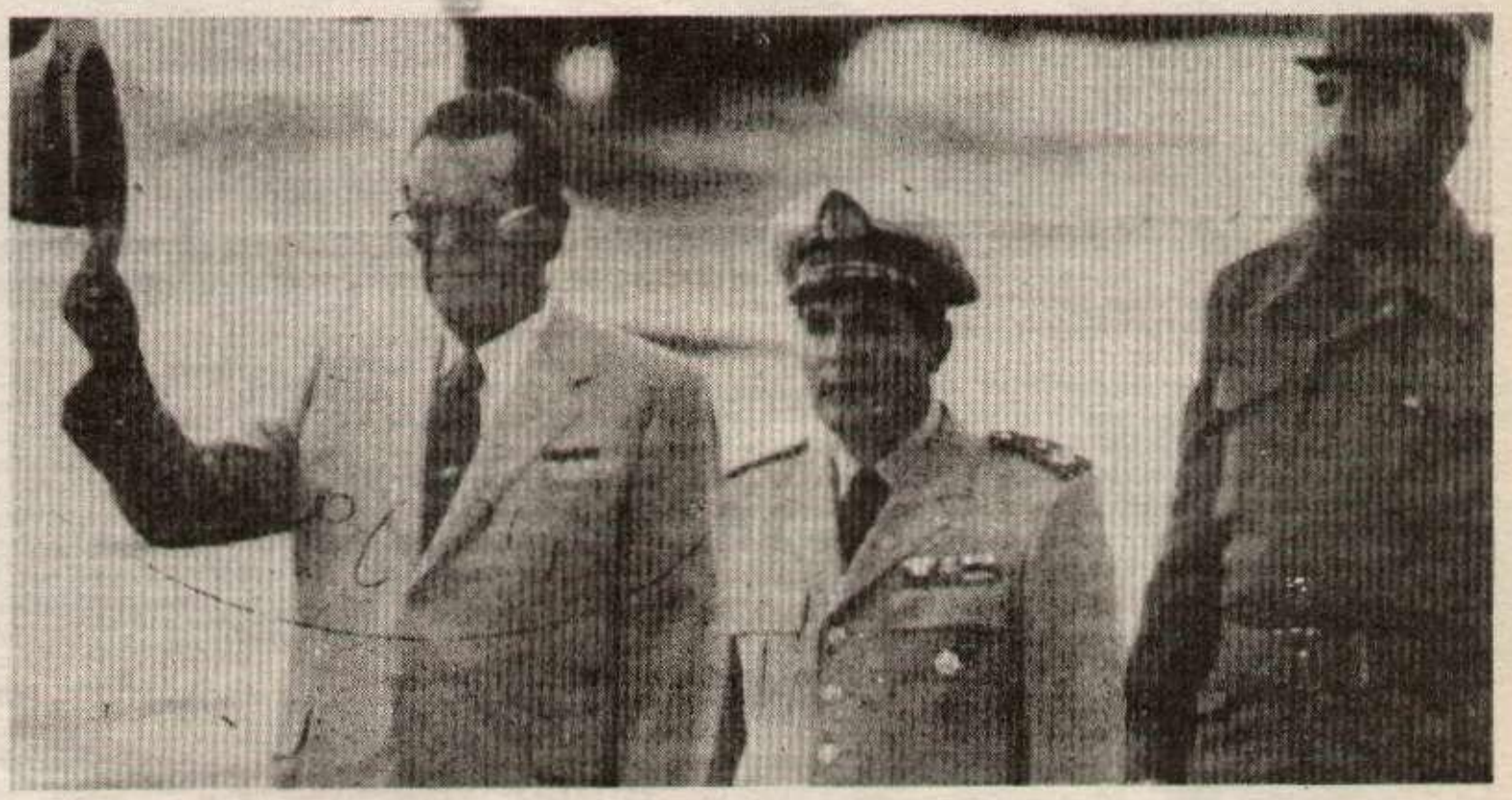
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : B.P. 201 — 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouère
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

20 ans de non-alignement

Le mouvement des non-alignés dont la 6e conférence au sommet vient de se terminer à La Havane (Cuba) aura bientôt 20 ans. Né de l'émergence sur la scène internationale de pays du tiers monde nouvellement indépendants, le mouvement de non-alignement (appelé aussi non-engagement) a trouvé ses prémisses dans la Conférence de Bandung (Indonésie) qui a réuni en 1955 une trentaine de pays afro-asiatiques, dont la Chine.

Déjà, l'un des problèmes essentiels abordés à cette conférence fut celui des rapports Est-Ouest. Quelques pays y demandèrent carrément qu'on condamne « *le colonialisme soviétique en Europe orientale* ». Mais le premier ministre indien, Nehru, formula une thèse qui allait être reprise quelques années plus tard sous le nom de non-alignement : il demanda l'adhésion des pays afro-asiatiques à une troisième force internationale, gardant ses distances vis-à-vis des deux blocs, américain et soviétique.



Arrivée de Tito à La Havane. En refusant de s'aligner sur l'un ou l'autre bloc, le mouvement des non-alignés contribue de manière positive à la défense de la paix mondiale, a rappelé Tito à la dernière conférence, en guise d'avertissement. Si l'URSS parvenait à faire éclater le mouvement, on voit mal ce qui pourrait encore la retenir dans sa soif de domination du monde entier.

L'essence du non-alignement

Six ans plus tard, à Belgrade (Yougoslavie) en 1961, se tint la première conférence des pays non-alignés. Tito (Yougoslavie), Nasser (Egypte) et Nehru (Inde) en étaient les promoteurs. Vingt-cinq pays d'Asie, d'Afrique et, cette fois, d'Amerique latine y étaient représentés.

Dès la première déclaration officielle, l'essence du non-alignement fut claire : « *Les participants à la conférence considèrent que l'extension de la sphère de non-engagement dans le monde représente la seule possibilité et le choix indispensable face à l'orientation de la politique de guerre froide. Les pays non-alignés offrent encouragement et appui à tous les peuples qui luttent pour leur indépendance et leur égalité.* »

Inutile de dire que ni les USA ni l'URSS n'étaient très satisfaits de cette conférence qui marquait la volonté d'indépendance du tiers monde naissant, par rapport à leur sphère d'influence respective.

Krouchtchev choisit même le jour d'ouverture de la conférence pour reprendre une série d'explosions nucléaires, ce qui apparut comme de l'intimidation.

Un développement rapide

Au fil des ans, le mouvement connut un développement rapide. A la conférence du Caire (Egypte), en 1964, vingt et un nouveaux États se joignirent aux vingt-cinq présents à Belgrade. A la Conférence de Lusaka (Zambie) en 1970, ils étaient déjà cinquante neuf.

En 1973, à Alger (Algérie), ils étaient soixante-quinze. A Colombo (Sri-Lanka) en 1976, leur nombre atteint quatre-vingt-six.

Enfin, cette année, la 6e conférence au sommet de La Havane a réuni quatre-vingt-quinze participants.

Bien sûr, un tel nombre implique obligatoirement une grande diversité dans les systèmes politiques des pays membres. La conférence de Colombo avait d'ailleurs sanctionné cette diversité en déclarant : « *Le nombre des membres atteint quatre-vingt-six, qui représentent non seulement tous les continents mais aussi des systèmes économiques, sociaux et politiques différents* ». Et à la Havane, cette année, le président tanzanien, Nyerere a déclaré : « *Notre mouvement est un mouvement progressiste mais il n'est pas un mouvement des pays progressistes. Nous avons ici des socialistes mais nous ne sommes pas un mouvement des pays socialistes* ».

Les tactiques successives de Moscou

Progressiste, assurément, le mouvement des non-alignés l'est, puisqu'il s'oppose « *à l'impérialisme sous toutes ses formes et manifestations aussi bien que contre les autres formes revêtues par la domination étrangère* » et qu'il « *appuie le droit de tous les peuples à la liberté et à l'autodétermination* ».

Mais cette orientation n'a pas l'heur de plaire à Moscou qui se sent visé lorsqu'on dénonce « *les autres formes revêtues par la domination étrangère* ». L'attitude de l'URSS face au mouvement a connu en gros deux périodes :

— Celle des années 60, où Moscou traite par le mépris le non-alignement. Plusieurs tentatives pour mettre sur pied une organisation parallèle, rassemblant les pays proches de Moscou, sont lancées mais sans grand succès.

— Par contre, après 1970, l'URSS, comprenant que cette tactique ne paie pas, se décide à passer à l'offensive à l'intérieur même du mouvement, pour tenter de le gagner à ses thèses.

En 1973, avant le sommet d'Alger, l'URSS lance un avertissement déclarant que la « *symétrie* » entre les « *USA impérialistes* » et l'« *URSS socialiste et pacifique* » était une grave erreur. Cette déclaration fut condamnée par de nombreux pays comme une ingérence inadmissible dans les affaires du mouvement. Seuls Castro et Indira Gandhi reprirent cette déclaration à leur compte. Khadafi (Libye) fit un éclat en déclarant que Cuba ne méritait pas d'être membre du mouvement puisqu'il était aligné sur Moscou.

La tactique «douce»

Mais c'est surtout ces dernières années que la pression soviétique sur le mouvement s'est accentuée, par le biais de pays comme Cuba ou le Vietnam. Il ne faut pas négliger non plus la pénétration soviétique qui a marqué des points en Afrique et en Asie. Coups d'Etat, infiltration de gouvernements, pressions économiques et militaires : toutes ces « bonnes » vieilles méthodes utilisées depuis belle lurette par l'impérialisme américain sont aujourd'hui l'apanage de Moscou. On peut citer parmi d'autres les cas de l'Afghanistan, du Yémen du Sud, de l'Ethiopie, du Cambodge.

La riposte yougoslave

Face à cette offensive en règle pour dévier le mouvement des non-alignés de ses principes originels fondamentaux, la réaction ne s'est pas fait attendre. La Yougoslavie, chef de file reconnu et estimé pour sa fidélité inébranlable à l'orientation « hors-blocs » du mouvement, n'est pas restée les bras croisés. Son action soutenue par la majorité des pays non-alignés permit d'éviter l'éclatement du mouvement ou son alignement sur Moscou.

Dès 1976, on peut lire dans les communiqués officiels du mouvement des petites phrases pas du tout anodines, du genre : « *La conférence a insisté sur le fait qu'il était vital, de maintenir entre eux la plus étroite cohésion* » ou encore « *il faudrait que les pays non-alignés agissent avec plus de résolution devant les menaces de pression et de domination étrangères, de subversions et d'ingérences dans leurs affaires intérieures. Il est indispensable de résister aux pressions et à l'infiltration afin de préserver l'indépendance des pays non-alignés.* » Et cette année, malgré l'agressivité de Cuba et du Vietnam, l'orientation fondamentale du mouvement a été préservée. Ce qui a permis à Tito de déclarer à son tour à Belgrade : « *Ce sommet a confirmé les principes d'indépendance du mouvement par rapport aux blocs, malgré certaines tentatives de présenter sous un autre jour l'orientation du non-alignement. Jamais la politique et les principes du non-alignement n'ont été aussi bien défendus.* »

Claude LIRIA.

Fidel Castro reçoit à la Havane Pham Van Dong, le premier ministre du Vietnam. La pression soviétique sur le mouvement des non-alignés s'est accentuée par le biais de ces deux hommes.